TUNISIE

Ça se complique !

Le gouvernement «d'union nationale» de Mohammed Ghannouchi, annoncé lundi, n'a pas tardé à faire l'unanimité contre lui. La rue, puis l'opposition le rejettent et dénoncent la mainmise du RCD de Ben Ali sur ce qui devait être la première institution issue de «la révolution du jasmin».

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Dès mardi, au matin, des milliers des Tunisiens sont descendus dans la rue, à Tunis, Sfax, Guabès, Benguerdane et bien d'autres villes, malgré l'état d'urgence en vigueur, pour exprimer leur opposition à ce gouvernement et, surtout, au RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique), l'omnipotent parti qui dominait et domine encore la vie politique du pays. Les manifestants étaient très clairs dans leurs revendications : du RCD, non seulement ils n'en veulent pas dans le gouvernement de transition, mais ils n'en veulent plus du tout !

Or, le Rassemblement demeure la force dominante dans l'ensemble des institutions, avec, notamment, le président intérimaire, le Premier ministre, les ministres de la Défense, de l'Intérieur, des Finances, de la Justice, etc. tous issus de ses rangs.

Ce qui, logiquement, crée une espèce de face-à-face entre le pouvoir et la population qui se traduit, pour le moment, par un inévitable cycle «émeute-répression» qui complique davantage la situation.

Et dans ces conditions, même les partis d'opposition et l'UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens), qui avaient pourtant intégré le gouvernement Ghannouchi, lundi, se sont rétractés dès le lendemain. Inspirée certainement par la violente réaction de la rue, l'UGTT annonce le retrait de ses trois ministres, imitée quelques heures plus tard par le FDLT (le Forum démocratique pour le travail et les libertés). Mardi, en fin d'après-midi déjà, quatre ministres ont donc quitté le gouvernement, et la coalition perd deux de ses parties qui la composaient.

A ce rythme, c'est-à-dire si les deux autres partis suivent ce mouvement, la Tunisie se retrouvera dans une situation politique identique à celle prévalant avant le vendredi 14 janvier 2011, avec, en l'occurrence, le même parti unique au pouvoir. Pour débloquer la situation, le président par intérim, Fouad Labezaa, et le Premier ministre, qui semble détenir la réalité du pouvoir depuis vendredi dernier en Tunisie, ont annoncé, dès le début de soirée, leur démission du RCD.

De même que la dissolution des cellules du parti qui contrôlaient toutes les sociétés, les entreprises, les institutions et l'administration, à travers tout le territoire tunisien. Le RCD tente également de soigner son image auprès de l'opinion en annonçant sa décision symbolique consistant en la «radiation de Ben Ali

Photo : DR.

des rangs du parti». Serait-ce suffisant pour autant pour le RCD et Ghannouchi pour convaincre et l'opinion et l'opposition tunisiennes ? Les heures à venir promettent en tout cas une inévitable accélération des événements. Dans un sens ou dans un autre...

K. A.

SITUATION EN TUNISIE

Bouteflika, enfin, s'exprime

Le président Abdelaziz Bouteflika a décidé enfin de rompre le silence qu'il a gardé depuis vendredi dernier, voire bien avant, par rapport à ce qui se passe en Tunisie. Survolant hier le sol tunisien, en partance pour la station balnéaire égyptienne Charm el-Cheikh, où se tiendra dès aujourd'hui le sommet économique des chefs d'Etat arabes, il adresse, via un message, ses salutations au chef d'Etat intérimaire tunisien, Fouad Mebazaa.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - Même s'il ne fait qu'observer un protocole qu'il affectionne tant, Bouteflika prend, toujours est-il, position dans cette situation de renversement de président et de régime en Tunisie. Son amitié avec le président déchu, Zine El Abidine, aura vécu, balayée par l'intensité du bouleversement politique que le soulèvement populaire a provoqué en Tunisie. «Il m'est particulièrement agréable, au moment où je survole l'espace aérien de votre pays frère, en direction de l'Egypte pour prendre part au deuxième sommet économique arabe, de vous adresser mes sincères salutations fraternelles, en vous souhaitant plein succès afin que vous puissiez faire parvenir la Tunisie à bon port», a écrit dans son message le président Bouteflika, ajoutant : «Partant des liens fraternels et de bon voisinage qui unissent nos deux peuples, je suis pleinement confiant que vous trouverez en le génie tunisien authentique une source d'inspiration pour œuvrer au bien-être de votre cher peuple.» Aucun mot, ne serait-ce qu'une allusion, à la révolte populaire qui vient de faire s'écrouler l'imprenable citadelle qu'était le palais de Carthage où trônaient Ben Ali et son épouse Leïla Trabelsi, aujourd'hui tous les deux réfugiés chez le roi d'Arabie saoudite. Le vent de la contestation sociale et politique qui, tel un tsunami, a balayé le régime Ben Ali a laissé sans voix près d'une semaine durant le président Bouteflika qui s'est refusé, jusque-là, à la moindre déclaration publique. Ceci alors qu'il s'en est assurément préoccupé. En atteste la déclaration du conseiller du président Obama à la sécurité et la lutte contre le terrorisme, John Brennan qui, lundi, affirmait que la situation en Tunisie a été au menu de son entretien avec le président

Photo : Samir Sid

Bouteflika. Cela dit, le président Bouteflika, qui est arrivé mardi à Charm el-Cheikh pour prendre part au sommet économique des chefs d'Etat arabes, ne pouvait faire longtemps mystère de sa position par rapport à cet événement majeur qui fait l'actualité mondiale. La question se trouve inscrite au menu du sommet, a confirmé mardi le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa. De plus, le ministre tunisien des affaires étrangères, Kamel Mordjane, a fait le déplacement en Egypte pour tenir ses homologues arabes informés de la situation qui prévaut dans son pays.

Mardi, il a déclaré que le peuple tunisien avait dit son mot. «Le peuple tunisien a dit son mot et est sorti vainqueur de ce soulèvement populaire», a-t-il affirmé, ajoutant que «nous voudrions confirmer qu'il s'agit d'un gouvernement de transition : son but est clair et son mandat limité par la loi». Le ministre tunisien des Affaires étrangères a indiqué par ailleurs que l'élection présidentielle que son gouvernement a pour mission de préparer sera supervisée par des observateurs étrangers.

S. A. I.